



MAINTENANT, ÇA SUFFIT !

Aujourd'hui devant le siège social du SPQR, à l'appel de la FILPAC-CGT, de nombreuses délégations des entreprises de la presse quotidienne (nationale, régionale et départementale) ont exprimé leur forte détermination à voir de véritables négociations s'engager avec les syndicats patronaux pour l'avenir de l'information et de la presse.

Pour les patrons de presse, la négociation n'est plus à l'ordre du jour : *« Ils se cachent derrière l'essor du numérique pour justifier les destructions d'emplois, pour justifier la main mise de la finance sur l'information. Les différentes organisations patronales de la presse ne pensent stratégie de la presse qu'en forme de sébile tendue au gouvernement pour réduire la masse salariale. La FILPAC-CGT et l'ensemble de ses syndicats exigent que l'argent serve au développement de la presse. »*

Pour le Comité Inter CGT, cette exigence démocratique pour le pluralisme et pour le développement de la presse reste plus que jamais la pierre angulaire qui détermine le cadre de la négociation ouverte avec le SPQN sur l'avenir de la presse à l'horizon 2020. Contrairement aux idées reçues, les recettes générées pour la presse quotidienne nationale s'établissent actuellement à hauteur de quatre-vingt pour cent sur le seul support papier.

Ce constat incontournable doit faire l'objet d'un plan de filière pour le secteur impression et pour l'ensemble des imprimeries qui concourent à la fabrication de la presse quotidienne nationale sur la base de véritables investissements permettant de développer des suppléments et des produits imprimés de qualité. L'offre numérique est un complément et non un substitut du support imprimé.

L'avenir de la presse en dépend et le Comité Inter CGT s'opposera frontalement aux politiques purement comptables des éditeurs de la presse quotidienne nationale qui n'ont pour seules perspectives que d'ériger en dogme la politique antisociale prônée par un MEDEF, dont les membres les plus influents et les plus prospères détiennent pratiquement et exclusivement l'ensemble des médias.

Les fondés de pouvoirs de ces grandes fortunes qui surfent sur la « crise » pour accumuler toujours plus de richesses ne peuvent s'aventurer dans une négociation sur les seuls critères d'un « énième » plan de licenciements des salariés des imprimeries de la presse quotidienne nationale sans être certains d'affronter une riposte à la hauteur de cette « énième » provocation.

Actuellement, le mépris affiché par l'ensemble des organisations patronales de la presse à l'encontre de ses salariés et des syndicats de la FILPAC-CGT conduit inexorablement à un embrasement de la profession et à la constitution d'un climat conflictuel majeur.

Ce climat tendu, risquant de se dégrader fortement au cours des prochains jours, se place sous la seule responsabilité du SPQN qui détient tous les éléments pour s'engager dans une négociation franche et loyale. Les aides à la presse engagent les éditeurs à penser au développement de la presse et non pas à utiliser cette manne publique pour détruire les emplois et les cadres conventionnels.

La FILPAC-CGT et le Comité Inter CGT sont force de proposition et ne sauraient se contenter de perpétuels éléments de langage de la part du SPQN et des éditeurs : la fatalité d'une crise de la presse et de l'unique mesure censée la conjurer par une nouvelle baisse de la masse salariale, les syndicats de la FILPAC-CGT et le Comité Inter CGT ne l'accepteront pas !

Le Comité Inter CGT exige la négociation d'un plan de filière pour le secteur impression permettant de définir des stratégies sur la base d'engagements concrets en termes d'investissements, de perspectives, d'avenir pour la presse papier et ses salariés.